

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES PYRENEES HAUT GARONNAISES**

**Séance du 15 septembre 2022 à la Salle des Fêtes de Marignac**

L'an deux mille vingt-deux, le 15 septembre à 18h, le Conseil de Communauté s'est réuni au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Monsieur Alain PUENTE,

**Personnes présentes : 57**

ABADIA Jean-François / ABBES Pierre / AUFRERE Isabelle / AZEMAR Eric / BERRE Dominique / BISTOLFI Patrick / BRUNA Laurent / *SECAIL Henri* / CARCY Olivier / CASTELL José / CASTEX Claude / CASTEX Marie-Thérèse / CAUSSETTE Guillaume / CHANGEUX Anna / CLEMENT Alexandra / *FABRE Jérôme* / CRAMPÉ Philippe / DARDÉ Jean-Paul / DE PECO Serge / *CAZAUX Alain* / DUBOIS Alban / DUPLAN Patrick / EMPORTES Christian / ESCOLE Simon / FILLASTRE André / GUAUS Bernard / *DULON Gilles* / JAMME Henri / LACOMBE Claude / LADEVEZE Michel / LAGLEIZE Patrick / LARQUÉ Alain / LARQUÉ Serge / MARTIN Denis / MARTIN François / MELAZZINI André / MIETTE Marilyne / *GABAS Jacques* / PELAYO Gabriel / PENETRO Pascal / PERUSSEAU Olivier / PLANAS Yves / PRINCE Bernard / PUENTÉ Alain / REBONATO Jean-Pierre / REDONNET Jean-Luc / RENAUD Jacques / RIVAL Patrice / RIVES Jean-Jacques / SACAZE Jean-François / *SANS Stéphane* / SERRANO Georges / STRADERE Michelle / TINE Jean-Claude / UCHAN Marie-Claire / SOLLE LOUGE Evelynne / VIGNEAUX Denise

**Personnes absentes ou excusées : 37**

BRILLET Gérard / BRUNET LACQUE Françoise / CAU Claude / CAU Marcel / CAZES Sabine / CHAPOT Denis / COLLA Serge / COMET Jean-Pierre / DAT Jean-Michel / DENARD Jean-Paul / DUMAIL Bernard / DUPLEICH Jean-Luc / ELIE Patrick / EXPOSITO Murielle / FERRE Louis / GAMBONI Jean-Philippe / GARCIA Clément / GOUZY José / GUIARD Olivier / LABIT Didier / LAFONT Céline / LAMORA Christel / MINEC Hervé / MOUNIER Ghislaine / PALACIN John / PEREMIQUET Mathieu / PRAT Philippe / PUIGDELLOSAS Claude / RENAUD Annie / RIBIS Jean-Marc / SAINT-MARTIN Yvon / SALVATICO Jean-Paul / SAPORTE Gérard / SAULNERON Patrick / SOYE Anne / THÉBÉ Henri / TONIOLO Gilles

**Procurations : 13**

BRUNET LACQUE Françoise a donné procuration à PUENTÉ Alain  
CAU Claude a donné procuration à AUFRERE Isabelle  
CAZES Sabine a donné procuration à LACOMBE Claude  
COMET Jean-Pierre a donné procuration à LADEVEZE Michel  
DAT Jean-Michel a donné procuration à DUBOIS Alban  
DUMAIL Bernard a donné procuration à RIVAL Patrice  
ELIE Patrick a donné procuration à MARTIN Denis  
FERRE Louis a donné procuration à TINE Jean-Claude  
GUIARD Olivier a donné procuration à PELAYO Gabriel  
MOUNIER Ghislaine a donné procuration à REBONATO Jean-Pierre  
PRAT Philippe a donné procuration à FILLASTRE André  
PUIGDELLOSAS Claude a donné procuration à SERRANO Georges  
SALVATICO Jean-Paul a donné procuration à PLANAS Yves

**1 poste vacant**

**Vote : Pour : 69 Contre : 1 Abstention : 0**

**Objet : Exonération de TEOM 2023 pour le magasin LIDL à BAGNERES DE LUCHON**

Monsieur le Président expose au conseil communautaire les dispositions de l'article 1521-III. 1 du code général des impôts, qui permettent aux conseils municipaux ou aux organes délibérants des groupements de communes, lorsque ces derniers se sont substitués à leurs communes membres pour l'institution de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, de déterminer annuellement les cas où les locaux à usage industriel et les locaux commerciaux peuvent en être exonérés.

Vu la demande d'exonération déposée par le magasin LIDL de Bagnères de Luchon qui gère en interne la collecte, le traitement et la valorisation de ses propres déchets.

Où l'exposé de Monsieur le Président et après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté :

- Décide d'exonérer de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, conformément aux dispositions de l'article 1521-III. 1 du CGI, les locaux à usage industriel et les locaux commerciaux suivants :
  - ° le Magasin LIDL, sis à Bagnères de Luchon
- Cette exonération annuelle est appliquée pour l'année d'imposition 2023
- Charge Monsieur le Président d'en informer les services préfectoraux.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.



Le Président,  
Alain PUENTE

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*